

## L'Allemagne à la barre : quel impact pour le reste de l'Europe de la nouvelle coalition allemande ?



L'accouchement a été long et douloureux mais l'Allemagne s'est enfin dotée d'une coalition qui réélira Angela Merkel à la tête du pays pour un troisième mandat de quatre ans.

Avec Henrik  
Uterwedde

**Atlantico : Après de longues négociations et un vote des militants du SPD, une coalition de gouvernement réélira effectivement madame Merkel pour un troisième mandat à la tête de l'Allemagne. Quelle vision de l'Allemagne et de l'Europe, et de l'Allemagne dans l'Europe, cet accord contient-il ?**

**Henrik Uterwedde :** Ce gouvernement sera celui de la continuité (modèle de l'économie sociale de marché, grands axes de la politique économique, fiscalité, consolidation budgétaire, politique européenne...) mais apportera certains infléchissements importants : un agenda social (introduction d'un salaire minimum, mesures en faveur des retraités), des investissements publics renforcés (routes, écoles, universités, recherche et innovation), le tout conduisant à de nouvelles dépenses publiques à la hauteur de 40 milliards € pour les 4 ans à venir. Cela signifie une hausse de la demande intérieure allemande (consommation et investissements) que les partenaires ont toujours revendiquée.

Quant à l'Europe, **le nouveau gouvernement appelle une Europe politique basée sur le principe de la subsidiarité (concentration de l'Europe aux affaires importantes, fin de l'interventionnisme bruxellois tout azimut)**, un retour à la méthode communautaire et une meilleure légitimité des décisions communautaires en renforçant le rôle du Parlement européen et des Parlements nationaux. **Quant à la politique de la zone euro, malgré certaines ouvertures, elle affiche la continuité : appel à la consolidation budgétaire et aux réformes structurelles**, mais aussi ouverture aux investissements d'avenir et à l'agenda de croissance.

**Quels sont les points de convergence entre la coalition tout juste actée et la politique de Bruxelles ? Quels sont au contraire les points d'achoppements potentiels et quelle peut-être leur niveau de gravité ?**

Je ne vois pas de grands changements dans les rapports avec Bruxelles. Prenons l'exemple de l'énergie : le nouveau contrat de coalition promet de mieux mettre en phase la politique allemande (promotion des énergies renouvelables par un système de prix garantis, qui sont payés par les consommateurs d'énergie) avec la politique européenne. C'est une bonne chose car la sortie précipitée du nucléaire n'a pas été concertée avec les partenaires. **Cependant, Bruxelles vient de lancer une procédure contre les**

---

**exceptions trop généreuses à ce principe, dont profitent les industries gros consommateurs d'énergie afin de ne pas nuire à leur compétitivité, et que la Commission considère comme des subventions incompatibles avec les règles du marché unique.** Mais la procédure vise un mécanisme de la coalition sortante. Par ailleurs, ce type de différend entre politique nationale et règles européennes est classique, il ne concerne pas que l'Allemagne.

### **Cette nouvelle coalition peut-elle éteindre le moteur européen comme le prétend une partie de la presse étrangère, notamment ["The Economist"](#) ? Avec quel impact ?**

Il y a une critique libérale et patronale de la politique esquissée par la nouvelle coalition, arguant qu'elle serait trop axée sur les mesures sociales coûteuses, qui ne manqueraient pas d'alourdir les charges fiscales et sociales, et trop peu sur les investissements d'avenir. **On reproche ainsi à la coalition de tourner le dos aux réformes Schröder, qui avait tirée l'Allemagne de sa langueur à partir de 2003.**

Pourtant, même si l'on peut rester sceptique devant le financement proposé des nouvelles dépenses (on puise dans les réserves et dans les excédents budgétaires escomptés), ainsi que sur l'effet d'un salaire minimum qui sera de 8,50 € à partir de 2015 (au plus tard 2017 pour certaines branches), gardons-nous des procès d'intention ! Le nouveau gouvernement doit répondre à certains problèmes sociaux, qui imposent une sorte d'agenda social. Il doit également réparer d'urgence la panne d'investissements publics qui devenait inquiétante. La bonne santé de l'économie allemande, sa compétitivité impressionnante et sa dynamique permettent de faire ces gestes sans la mettre en danger. Pour le reste, beaucoup dépendra des modalités dans la mise en œuvre des mesures annoncées.

### **Que peuvent globalement espérer ou craindre les "autres" européens de l'action politique de la nouvelle équipe gouvernementale allemande ? Quel impact pourrait y avoir l'arrivée du SPD ?**

**Ceux qui avaient misé sur un changement politique entraînant un tournant de la politique européenne allemande en resteront sur leurs frais.** Disons que l'arrivée d'un gouvernement fort, avec une large assise politique, est déjà une bonne nouvelle car elle met fin à l'attentisme avant les élections, qui avait fini par bloquer bon nombre d'initiatives européennes. Pour le reste, l'arrivée du SPD pourra aider à détendre le climat avec le gouvernement Hollande et d'autres pays européen. Mais malgré certaines ouvertures, le contrat cosigné par le SPD reste dans la continuité de la politique européenne. A titre d'exemple, il exclut explicitement toute mutualisation de la dette en l'état actuel des traités européens ! **En ce qui concerne la France, rien de changé au fond : toute la classe politique est consciente du fait que l'Allemagne a besoin d'une France forte. On souhaite donc vivement que le voisin réussisse son redressement économique** par la poursuite des réformes engagées.

*Propos recueillis par [Jean-Baptiste Bonaventure](#)*